



## COMMUNIQUÉ DE PRESSE

CGT Educ'action - 263 rue de Paris - case 549 - 93515 Montreuil cedex

Mel : [unsen@ferc.cgt.fr](mailto:unsen@ferc.cgt.fr) - Site : [www.unsen.cgt.fr](http://www.unsen.cgt.fr)

### Ambition du Président pour la voie professionnelle...

Avoir de l'ambition, c'est valoriser l'enseignement professionnel et non l'apprentissage !

Le président de la République s'est adressé, dans un courrier à l'ensemble des enseignant-es, pour tenter de rassurer et flatter ces personnels meurtris par des réformes menées tambour battant.

Répondant une fois de plus aux impératifs du libéralisme économique visant à bâtir l'économie de la connaissance la plus compétitive du monde, il aborde la question de l'enseignement professionnel et de l'apprentissage, réaffirmant vouloir *"moderniser les cursus en permanence pour répondre aux évolutions scientifiques, économiques, technologiques et pédagogiques"*.

En promouvant une nouvelle fois l'apprentissage, comme seul moyen de moderniser la voie professionnelle, vieux projet du siècle passé, il reprend de vieilles recettes qui ne fonctionnent pas.

Il est appuyé dans cette démarche par ses ministres de l'Education et du Travail. Ces derniers ont réaffirmé le caractère prioritaire de l'insertion professionnelle au détriment de la poursuite d'études pour les élèves issu-es de la voie professionnelle et ont vanté la flexibilité des parcours de l'apprentissage. Ainsi, seuls seraient privilégiés les secteurs où il y a de l'embauche ! Triste programme...

Depuis sa création, la voie professionnelle sous statut scolaire, scolarise un-e lycéen-e sur trois et porte la double ambition de favoriser l'insertion professionnelle et la poursuite d'étude. La CGT Educ'action considère que l'apprentissage ne permet pas de répondre à cette exigence. Elle considère que rompre avec cette ambition, c'est se tourner vers le passé, c'est accentuer encore le cloisonnement de la voie professionnelle du lycée et des jeunes qui y sont scolarisé-es.

Pour la CGT Educ'action, la voie professionnelle a besoin d'une réelle revalorisation et non d'une énième rénovation pour permettre la réussite de l'ensemble des lycéen-nes en élevant leurs niveaux de qualification. Pour y parvenir, nous exigeons que la priorité soit clairement donnée au service public d'éducation et de formation, seul garant de la priorité de l'Education sur le Travail ! Cela passe par une offre de formation plus importante dans les lycées professionnels et l'attribution de moyens humains et budgétaires.

L'ambition de toute la jeunesse, qui est l'avenir du pays, passe d'abord par la satisfaction de l'ambition des jeunes qui sont les salarié-es de demain et non par la seule ambition de notre président !

Montreuil, le 14 septembre 2017